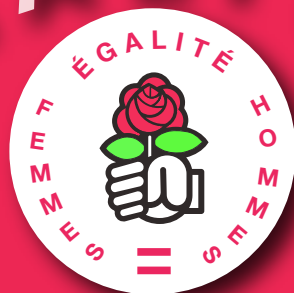


# ÉGALITÉ



La lettre mensuelle  
de la Commission nationale  
droits des femmes  
du Parti socialiste



## ÉDITORIAL

Le 17 octobre 2009  
lors de la Manifestation  
pour une réelle égalité  
femmes hommes

Les élections régionales ont été une belle victoire pour la gauche et les écologistes, et particulièrement pour les socialistes. Nous souhaitons revenir sur ces résultats du point de vue de l'égalité femmes-hommes, et notre dossier du mois y est consacré.

Il est temps maintenant, pour les socialistes, d'engager très concrètement leur rénovation idéologique et structurelle, et les 4 conventions sur lesquelles l'ensemble des militant-e-s planchera jusqu'en décembre sont la clé de cette transformation sociétale que nous souhaitons mettre en oeuvre. « Chacun cherche sa route. Nous cherchons la nôtre et nous pensons que le jour où le règne de la liberté et de l'égalité sera arrivé, le genre humain sera heureux. » Chaque socialiste contemporain pourrait reprendre à son compte cette phrase prononcée par Louise Michel, il y a près de 130 ans. Que de chemin parcouru depuis, et cependant, que de chemin à parcourir encore !

L'égalité réelle entre les femmes et les hommes, nous en sommes encore loin, et à l'heure où la droite casse toutes nos avancées sociales, ce sont les femmes qui en pâtissent en premier lieu. Les retraites ? 80% des petites retraites sont versées à des femmes. Un simple exemple, en revenant sur la Majoration de Durée d'Assurance (hors du débat global sur les retraites !), la droite a accru ces

inégalités existantes. Le service public de la petite enfance ? Sa remise en cause renvoie les femmes à une simple fonction domestique, puisque, malheureusement, la répartition des rôles n'est pas encore paritaire, ni dans les esprits, ni dans les actes... La liste est longue et les régressions auxquelles nous avons à faire face aujourd'hui sont très inquiétantes, la mauvaise volonté du Sénat à inscrire l'examen de la loi sur les violences faites aux femmes le montre.

C'est pourquoi il est de notre devoir, parce que ce sont nos valeurs à nous, socialistes, qui souhaitons transformer la société, de prendre en compte largement ces questions, et notamment lors de la 4e convention, qui portera sur l'égalité réelle. D'ores et déjà, le Secrétariat national droit des femmes et la commission nationale sont au travail pour préparer la convention.

Nous avons aussi apporté notre contribution à la convention sur la rénovation de notre parti, car il est bien entendu que les socialistes ne peuvent se prévaloir de souhaiter dépasser la société patriarcale et discriminante sans, dans un premier temps, permettre à l'ensemble des camarades, femmes et hommes, de vivre l'égalité au sein de leur parti.

Gaëlle Lenfant

*Secrétaire nationale adjointe aux droits des femmes*

En Saône-et-Loire la Commission droits des femmes a de tout temps fait preuve de son dynamisme. Depuis 2006 notre secrétariat a œuvré pour compléter ses actions locales par une ouverture aux autres et une collaboration au niveau national. Les temps d'élections sont aussi des moments forts où notre engagement au côté de nos candidat-e-s sollicite un surcroît d'énergie pour maintenir le calendrier de nos actions pérennes.

Quelques événements phares :

- Projection du film « Histoire d'un secret », suivie d'un débat avec Yvette Roudy.
- En mars, projection d'un documentaire à la fédération, concernant le travail précaire des femmes ; échange avec des femmes directement concernées.
- Tractages et rencontre des femmes à la sortie de leur entreprise, lors de la campagne de l'élection présidentielle.
- Présentation de la « Clause de l'Européenne la plus favorisée » lors de la Fête de la rose à Frangy-en-Bresse.

À ce jour nous constatons malgré certaines avancées un recul insidieux de l'idée même d'égalité et à tous les âges de la vie une situation d'existence plus difficile pour les femmes. Sur le terrain les jeunes femmes se battent individuellement au quotidien, mais nous rejoignent peu en politique. La parité des représentants de nos institutions est essentielle et là aussi nous craignons un dramatique recul (mode d'élection des futurs conseillers territoriaux).

Le combat que nous menons dépasse le strict droit des femmes, il est celui de l'égalité, de l'altérité, de la diversité.

Il se poursuit par l'intermédiaire de nombreux projets :

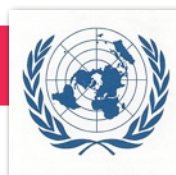
- mise en place d'un groupe de travail concernant « les violences envers les femmes », en lien direct avec la commission nationale.
- élaboration d'un questionnaire visant à dresser un état des lieux de l'égalité professionnelle femmes hommes au sein de nos collectivités.
- suivi des Conventions Nationales, particulièrement celles qui concernent « la rénovation » et « l'égalité réelle ».

C'est notamment pour ce dernier point que nous avons invité Gaëlle Lenfant, secrétaire nationale aux droits des femmes, elle nous fera le plaisir de venir nous rencontrer les 25 et 26 juin prochains.



Photographie : stand réalisé à Frangy-en-Bresse l'été dernier : portraits de femmes effectuant des métiers dits « masculins ».

## INTERNATIONAL



### MENACE SUR LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU !

Fin avril 2010, le Conseil économique et social de l'ONU a élu l'Iran à la Commission de la condition de la femme (*Commission on the Status of Women*).



**Commission on the  
Status of Women**

C'est une décision lourde de conséquences pour les droits des femmes quand on sait que cette Commission a permis l'adoption par l'ONU de plusieurs conventions en faveur de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes : droits politiques des femmes ; nationalité de la femme mariée ; consentement au mariage, âge minimal, enregistrement des mariages ; CEDAW, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations contre les femmes. Travaillant avec l'Organisation internationale du travail, elle a fait prendre en compte la situation des femmes dans l'emploi, et avec l'UNESCO la place des femmes en matière d'éducation.

En effet, l'attitude du président et les pratiques de cet Etat (opposition à la CEDAW, lois discriminatoires contre les femmes, lapidation de femmes) vont, et c'est le moins qu'on puisse dire, dans le sens inverse.

Cet événement montre à quel point la remise en cause de l'universalisme des droits humains, les reculs en terme d'égalité des sexes, l'avancée des intégrismes politiques ou religieux sont plus que des menaces.

Commission on the Status of Women : <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw50/frenchweb.htm>

Convention CEDAW : <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/>

## Retour sur les élections régionales

### La moitié ou presque

*Après avoir savouré notre victoire, voilà venue l'heure de faire le bilan des régionales sous l'angle de la parité.*

Pour tous les scrutins de liste, à l'initiative des socialistes, la loi relative à la parité datant de 2000 (obligation de parité dans les candidatures pour la constitution des listes) et étendue en 2003 aux élections régionales (l'alternance stricte entre candidats de sexe opposé) a permis, des avancées significatives pour la présence des femmes au sein des différentes assemblées élues. Notamment grâce à une règle contraignante et une sanction forte et immédiate : les listes qui ne remplissent pas ces conditions ne peuvent être enregistrées.

Les élections régionales n'y font pas exception.

Depuis 2004, les conseils régionaux se sont ouverts massivement aux femmes, car l'application de la législation paritaire a permis une forte féminisation des assemblées régionales. En effet, 2004 a vu l'élection de 47,6 % de conseillères régionales alors qu'elles n'étaient que 27,5 % en 1998 et ce chiffre a encore augmenté en 2010 : on trouve désormais 48 % de femmes au sein des conseils régionaux.

Il convient de féliciter la région Limousin pour le plus fort pourcentage de femmes élues parmi toutes les régions : on y trouve plus de la moitié de femmes (51,16 %).

Voilà pour la parité tous partis confondus. Mais regardons maintenant ce qu'il en est des élues socialistes.

Le Parti socialiste a un total de 49,3 % d'élues dans les conseils régionaux, soit 0,1 % de plus qu'aux dernières élections régionales. Nous sommes donc devant l'UMP avec ses seulement 44,3 % de femmes, mais devant nous, il y a Les Verts/Europe Écologie avec plus de 50 % (52 %). Même si ce résultat est très satisfaisant pour notre parti, il reste des marges de progression dans d'autres scrutins, où n'ayant pas de contraintes légales pour favoriser la parité, de fortes inégalités

persistent.

Depuis la loi 2007, l'obligation paritaire ne s'arrête pas aux listes : elle s'étend également aux exécutifs des conseils régionaux. Alors qu'en 2004, bien qu'il y ait eu 47,6 % de femmes élues, elles ne représentaient que 37,3 % des vice-présidents, cette situation a beaucoup évolué aux dernières élections régionales. L'on compte désormais en moyenne 45,2 % de femmes vice-présidentes.

Il convient ici de féliciter les régions Auvergne, Franche-Comté et Poitou-Charentes qui font figure de bons élèves en matière de vice-présidences confiées aux femmes. Ces régions comptent respectivement 56,6 %, 54,5 % et 53,3 % de vice-présidentes. On notera également l'incapacité de nombreux présidents de région à diviser par deux le chiffre 16 ! Pour 9 d'entre eux cela donne 7 et 9 : vous l'aurez deviné, il s'agit bien de 9

hommes et 7 femmes aux vice-présidences dans ces 9 régions !!

En conclusion : Si les femmes constituent aujourd'hui presque la moitié des assemblées régionales, c'est bien grâce à la loi sur la parité voulue par les socialistes. Mais malgré les énormes avancées de la représentation des femmes rendue possible par cette loi, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir : aucune loi n'exige la parité sur les têtes de liste et on ne compte aujourd'hui que deux présidentes de région sur les 22 métropolitaines.

Et pire encore : la réforme territoriale voulue par l'actuel gouvernement mettra à mal le mouvement de féminisation et cet ancrage de la parité dans la démocratie française, en revenant à moins de 20 % (selon toutes les projections, y compris celles de l'Observatoire de la parité, service du gouvernement).

Régions	Nombre de vice-présidences	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	% de femmes
Alsace	15	7	8	46,6
Aquitaine	11	5	6	45,4
Auvergne	15	7	8	56,6
Basse Normandie	12	5	7	41,6
Bourgogne	16	7	9	43,7
Bretagne	23	10	13	43,4
Centre	16	7	9	43,7
Champagne-Ardenne	13	6	7	46,1
Corse	13	5	8	38,4
Franche-Comté	11	6	5	54,5
Haute Normandie	13	6	7	46,1
Île de France	16	7	9	43,7
Languedoc-Roussillon	16	8	8	50
Limousin	11	5	6	45,4
Lorraine	16	7	9	43,7
Midi-Pyrénées	16	7	9	43,7
Nord-Pas-de-Calais	16	7	9	43,7
Pays de Loire	16	7	9	43,7
Picardie	16	7	9	43,7
Poitou-Charentes	15	8	7	53,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15	7	8	46,6
Rhône-Alpes	16	7	9	43,7

#### Références :

- Observatoire de la parité - Proportions de femmes élues conseillères régionales : [observatoire-parite.gouv.fr/travaux/pdf/OPFH\\_CR2010\\_base.pdf](http://observatoire-parite.gouv.fr/travaux/pdf/OPFH_CR2010_base.pdf)
- Rapport de Pascale Crozon : [www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i2507.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i2507.asp)



## avec Nelly Martin, porte-parole de la coordination française de la Marche mondiale des femmes

**Égalité : Qu'est-ce que la Marche mondiale des femmes ?**

Nelly Martin : C'est un mouvement international féministe créé en 1998 à l'issue d'une Marche très populaire au Québec appelée « Du pain et des roses », soit contre les violences et la pauvreté. Pour nous, être en marche exprime l'idée d'avancer, librement



et sans contrainte, pour dire la force des femmes organisées de manière collective, avec des expériences, des cultures politiques, des origines différentes, mais qui poursuivent un objectif commun : dépasser l'ordre actuel injuste qui engendre violences et pauvreté. La Marche mondiale des femmes organise un événement tous les 5 ans, décliné au niveau national, continental et mondial. Les quatre thèmes choisis cette année sont : « Violences et pauvreté », « Biens communs et services publics », « Travail et autonomie financière », « Paix et démilitarisation ».

**É. : Quelles sont les mobilisations prévues en 2010 ?**

N. M. : Pour la France, nous avons dégagé comme prioritaires, ce qui n'exclut pas les autres thèmes : le droit à l'avortement, contre la fermeture des CIVG ; une retraite décente pour les femmes ; un service public de la petite enfance de qualité ; des moyens pour que la future loi contre les violences soit vraiment appliquée ; la défense de la laïcité contre les intégrismes religieux.

Nous aurons un événement en trois parties à Paris les **12 et 13 juin** :

- un forum national « Femmes en Marche, Femmes en luttés », à la salle des Fêtes de Montreuil du samedi matin au dimanche après-midi ;
- une manifestation nationale le samedi à 16h Place de la République ;
- un concert et banquet féministe à partir de 18h30 Place de Stalingrad.

L'action européenne de la MMF se tiendra le 30 juin à Istanbul en Turquie avec un Forum de discussion sur toute la journée et une manifestation à 19h dans les rues d'Istanbul.

La mobilisation mondiale de clôture se tiendra à Bukavu en RDC, dans un pays rongé par les conflits guerriers où la situation des femmes a depuis longtemps atteint l'intolérable. Il y aura des débats sur les 4 thèmes, une journée de foire pour la souveraineté alimentaire, une journée de marche contre la guerre et pour la paix, la plantation d'arbres et l'inauguration d'un mémorial en hommage aux femmes victimes de la violence en RDC, surtout à celles enterrées vivantes dans le territoire de Mweda (Kasika).



Pour en savoir plus :

Contact : [marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org)

Le site français : <http://www.mmf-france.fr> - le site mondial : <http://www.mmf2010.info>

### Urgent

**Grande fête féministe à la  
Flèche d'Or À Paris le 6 juin**  
<http://re-belles.over-blog.com/>

**Marche mondiale des femmes  
À Paris les 12 et 13 juin**

(cf. entretien avec Nelly Martin, ci-dessus)

### Crédits :

Laurence Fluttaz, Andrea Fuchs,  
Zita Gurmai, Bruno Lapeyre,  
Gaëlle Lenfant, Christine Rimbault,  
Secrétariat national droits des  
femmes

**Responsable de la publication :**  
Gaëlle Lenfant



10, rue de Solferino  
75333 Paris Cedex 07  
[femmes@parti-socialiste.fr](mailto:femmes@parti-socialiste.fr)